

LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CCXXIX.

Du mardi 2 mars 1790.

Suite de la séance de Dimanche.

IL s'agissoit de savoir dans le premier article comment on donneroit au roi la suprématie de l'armée. On a déjà vu la discussion qui a préparé l'article. La question préalable a rejeté tous les amendemens, & l'assemblée a décrété en ces termes :

ARTICLE PREMIER.

« Le roi est le chef suprême de l'armée. »

L'article II contient une vérité si frappante, qu'il a été adopté sans réclamation.

ART. II.

« L'armée est essentiellement destinée à combattre les ennemis extérieurs de la patrie. »

L'article III a d'abord engagé M. l'abbé Mauri dans une discussion scientifique sur la discipline des troupes étrangères. Il a cité Follard, les maréchaux de Saxe & de Ségur; mais l'assemblée l'a rappelé à la question dont il s'écartoit; alors il s'est borné à substituer le mot *admis* à celui d'*introduit*. Quelques membres vouloient éloigner cet article, sous prétexte qu'il étoit répété dans le décret; mais M. de Serent a prouvé qu'il falloit poser avant tout,

Tome VII.

T

le principe constitutionnel, qu'il ne peut être introduit dans le royaume des troupes étrangères sans la permission du corps législatif. « Il ne s'agit pas ici, disoit M. de Traci, d'examiner l'utilité des troupes étrangères dont on a reconnu tant de fois les bons services ; il s'agit seulement de savoir comment elles seront introduites ». Il a proposé une rédaction qui a été décrétée en ces termes :

ART. III.

« Il ne peut être introduit dans le royaume ni admis au service de l'état, aucun corps de troupes étrangères, qu'en vertu d'un acte du corps législatif sanctionné par le roi ».

Deux autres articles ont été lus par M. de Menou, & décrétés ainsi :

ART. IV.

« Les sommes nécessaires à l'entretien de l'armée, seront fixées annuellement par chaque législature. »

ART. V.

« Les législatures & le pouvoir exécutif, ne peuvent donner aucune atteinte au droit qu'a chaque citoyen d'être admis à tous les emplois militaires. »

M. Menou a proposé de décréter encore l'article VI, & d'après les difficultés élevées sur la rédaction par MM. Vieillard, Chapelier, Alexandre de Lameth, la Galissonnière, Emery, la Rochefoucauld Serent & Traci, l'Assemblée a cru devoir ajourner l'article, & le renvoyer au comité de constitution qui se concertera avec le comité militaire.

Voici l'article ajourné.

ART. VI.

« Aucun militaire ne peut être destitué de son emploi, qu'en vertu d'un jugement légal ».

L'article VII, relatif au domicile des militaires, & à l'exercice des droits de citoyen actif, a donné lieu à quel-

ques débats ; » il faut admettre tous les individus aux droits de citoyen actif, a dit M. de Noailles ; autrement vous aviliriez l'armée »

M. Charles de Lameth ne vouloit pas de distinction entre l'officier & le soldat, quant à la faculté d'exercer les droits de citoyen actif ; il ajoutoit, relativement au domicile, qu'aucun officier ne demeureroit au service, s'il ne pouvoit exercer le droit de citoyen actif dans le lieu de son domicile.

» La liberté des élections réclame des précautions nécessaires, disoit M. de Toulangeon ; car s'il pouvoit arriver qu'un capitaine amenât sa compagnie dans une assemblée primaire, il pourroit influencer d'une manière bien dangereuse. »

M. Emeri, représentant d'une province où il y a toujours plus de 20 mille hommes de troupes, & d'une ville où il y en a 10 à 12 mille en garnison, a observé qu'il y avoit au moins 2 ou 300 soldats avec les qualités nécessaires pour être citoyens actifs, & qu'ainsi il falloit excepter de l'article les militaires dont les drapeaux sont dans une ville de département.

M. Target pensoit au contraire que les assemblées primaires se formant dans les cantons, il falloit substituer le mot *canton* à celui de *département*.

M. Destournel proposoit de mettre *district*, au lieu de *canton* ; mais ce dernier a été adopté & l'article a été décrété ainsi :

ART. VII.

Tout militaire en activité conserve son domicile notwithstanding les absences nécessitées par son service, & peut exercer les fonctions de citoyen actif, s'il a d'ailleurs les qualités exigées par les décrets de l'assemblée nationale, & si lors des assemblées où doivent se faire les élections,

il n'est pas en garnison dans le canton où est situé son domicile. »

Des ministres ayant voulu attacher les soldats au service par les distinctions, établirent des médaillons ou des plaques : les représentans de la nation devoient s'occuper de les attacher à la patrie ; & c'est ce que M. de Menou a fait, en proposant de donner le droit de citoyen actif à tous les militaires qui auroient servi pendant seize ans sans interruption. M. de Noailles exigeoit vingt ans de service ; mais M. de Virieux attaquoit toutes ces propositions. « C'est une dérogation aux décrets que vous avez rendus pour l'éligibilité, disoit-il ; le droit de cité a été chez tous les peuples, le droit le plus éminent qu'ils aient pu donner ; d'ailleurs les autres classes de citoyens n'auroient-elles pas à se plaindre, si vous ne leur accordiez pas les mêmes avantages ? Et vous prostitueriez ce beau droit, si vous le donniez ainsi ! . . . Plusieurs voix ont crié à l'ordre, & M. le président a dit aussi-tôt : « Si l'assemblée n'avoit pas été si prompte pour rappeler à l'ordre, j'aurois déjà observé à M. de Virieux qu'il a voulu dire, *prodiguer* au lieu de *prostituer*. »

« J'adopte entièrement l'expression que vous substituez, a dit M. de Virieux, & c'étoit bien le sens que je lui donnois ; ainsi, c'est *prodiguer* que je voulois dire ; oui, messieurs, vous prodigueriez un droit qui est précieux, & vous ne rempliriez pas votre but ; car beaucoup de personnes s'engageroient dans cet esprit, sans avoir le civisme que vous voulez faire naître ; il y a plus, c'est que la législature présente ne peut pas déroger aux décrets qu'elle a rendus sur les conditions de l'éligibilité. »

MM. Target & Goupille de Préfeld, peu touchés de l'opinion de M. de Virieux, adoptoient l'article, en exigeant 24 ans, avec un certificat de bonne conduite.

M. de la Galissonnière disoit qu'il falloit honorer le nom de soldat, & décréter que les législatures accorderont le droit de citoyen actif aux soldats qui auront 24 ans de service sans interruption & sans reproche, & qui ont mérité de la patrie, & qui ont consacré 16 années de leur vie à son service, & qui pendant ce temps ont engagé leur liberté. Les engagements étant fixés à 8 ans, le soldat ne contractera un autre, dans l'espérance d'obtenir les droits de citoyen actif. M. de Lamoignon dit qu'après ces débats, l'article du comité a été décrété ainsi : Tout militaire qui aura servi l'espace de seize ans, sans interruption & sans reproche, jouira de la plénitude des droits de citoyen actif, & sera dispensé des conditions relatives à la propriété & à la contribution, sous la réserve exprimée dans l'article précédent, qu'il ne peut exercer ses droits, s'il est en garnison ou s'il est dans son domicile. Il est agi ensuite du serment que devoient prêter les troupes, & les sommes nécessaires à l'entretien de l'armée devoient être votées annuellement par les législatures, & étoit naturel de les voter, chaque année, à la constitution nationale. M. de Target & Emeri proposoient de faire prêter le serment civique au mois de mai de chaque année. M. de Noailles, qui ne fasse prêter serment aux régimens quand ils arrivent ; il vaut mieux, marque une époque pour la prestation. M. de Lamoignon dit qu'il ne faut pas se préoccuper de la date.

« Je demande, a dit M. de Lamoignon, que le 14 juillet soit le jour fixé pour cet acte solennel. » Cette proposition qui rappelloit l'époque où les Fran-

çais avoient fait le premier usage de leur liberté contre le despotisme, a été vivement applaudie.

C'est par de semblables institutions que les anciens peuples consacroient les grands événemens de leur histoire, & que les peuples modernes peuvent être conduits à la gloire & à l'amour de la patrie.

L'article qui fondeoit en quelque manière une fête civique a été adopté avec empressement :

Le voici :

A R T. I X.

» Chaque année, le 14 juillet, il sera prêté individuellement, dans les lieux où les troupes seront en garnison, en présence des officiers municipaux, des citoyens rassemblés, & de la troupe entière sous les armes, le serment qui suit :

» Savoir : par les officiers, de rester fidèles à la nation, à la loi, au roi, à la constitution décrétée par l'assemblée nationale & acceptée par le roi, de prêter la main-forte requise par les corps administratifs, & les officiers civils ou municipaux, & de n'employer jamais ceux qui sont sous leurs ordres contre aucun citoyen, si ce n'est sur cette réquisition, laquelle sera toujours lue aux troupes assemblées ;

» Et par les soldats, entre les mains de leurs officiers, d'être fidèles à la nation, au roi, & à la constitution ; de n'abandonner jamais leurs drapeaux, & d'observer exactement les règles de la discipline militaire.

» Les formules de ces sermens seront lues à haute voix par le commandant qui jurera le premier, & recevra le serment que chaque officier, & ensuite chaque soldat prononcera, en levant la main, & disant *je le jure.* »

M. de Lameth a proposé ensuite de faire disparaître un abus qui mettoit l'argent à la place du mérite, & qui

arrêtoit le talent dénué de la fortune. Son avis a été adopté.

A R T. X.

» Toute vénalité des emplois & charges militaires est supprimée. »

On a décrété encore les articles suivans :

A R T. X I.

» Le ministre ayant le département de la guerre, & tous les agens militaires, quels qu'ils soient, sont sujets à la responsabilité, dans les cas & de la manière qui sont à présent déterminés par la constitution.

A R T. X I I.

« A chaque législature appartient le pouvoir de statuer :

1°. Sur les sommes à voter annuellement pour l'entretien de l'armée & autres dépenses militaires.

2°. Sur le nombre d'hommes dont l'armée sera composée.

3°. Sur la solde de chaque grade.

4°. Sur les règles d'admission au service, & d'avancement dans les grades.

5°. Sur la forme des enrôlemens, & les conditions de dégageement.

6°. Sur l'admission des troupes étrangères au service de la nation.

7°. Sur les loix relatives aux délits & aux peines militaires.

8°. Sur le traitement des troupes dans le cas où elles seroient licenciées.

L'assemblée nationale a décrété & décrète en outre que le comité de constitution & le comité militaire se concerteront pour lui présenter le plutôt possible des projets de loix,

1°. Relativement à l'emploi des forces militaires dans l'intérieur du royaume, & sur les rapports de l'armée,

soit avec le pouvoir civil, soit avec les gardes nationales.

2°. Sur l'organisation des tribunaux & les formes des jugemens militaires.

3°. Sur les moyens de recruter & d'augmenter les forces militaires en tems de guerre, en supprimant le tirage de la milice.

L'assemblée nationale a décrété & décrète de plus que le roi fera supplié de faire incessamment présenter à l'assemblée nationale un plan d'organisation de l'armée, pour mettre les représentans de la nation en état de délibérer & de statuer sans retard sur les divers objets qui sont du ressort du pouvoir législatif.

L'assemblée nationale a décrété & décrète qu'à commencer du premier mai prochain, la paie de tous les soldats François sera augmentée de trente-deux deniers par jour, en observant la progression graduelle entre les différentes armes & les différens grades, & l'emploi de cette paie sera incessamment déterminé par des ordonnances militaires.

Séance d'hier.

L'ordre du jour étoit pour l'affaire des colonies; M. l'abbé Grégoire, président du comité des rapports, à qui les lettres & pièces envoyées par le ministre de la Marine, avoient été remises fort tard, n'a pu en rendre compte à l'assemblée, ce qui a donné lieu à quelques motions; les uns demandoient que cette affaire fût ajournée à aujourd'hui; les autres vouloient qu'on fit lecture de la lettre du ministre; d'autres enfin que l'on s'occupât de la pétition des citoyens de Bordeaux, relative à la traite des noirs. La première opinion a prévalu, & M. Merlin a repris la lecture des articles des droits féodaux dont la discussion & la délibération ont occupé toute la séance. Voici tous les articles décrétés, dans lesquels sont fondus les divers amendemens qui ont été adoptés.

A R T. V.

» Dans le cas où les droits réels mentionnés dans les articles précédens , se trouveroient excéder le taux qui y est indiqué, ils y seront réduits ; l'excédant ne doit être considéré que comme la conséquence ou le prix de la servitude personnelle qui n'étoit pas susceptible d'indemnité, sont entièrement supprimés les droits & charges qui ne sont représentatives que des servitudes purement personnelles.

A R T. V I.

» Seront néanmoins les actes d'affranchissement , faits avant l'époque fixée par l'article XX ci-après , moyennant une somme de deniers, ou pour l'abandon d'un corps d'héritage certain, soit par les communautés, soit par les particuliers, exécutés suivant leur forme & teneur.

A R T. V I I.

» Toutes les dispositions ci-dessus, concernant la main-morte, auront également lieu en Bourbonnois & en Nivernois, pour les tenues en bordelage, & en Bretagne, pour les tenues en motte & en quevezé, & à l'égard des tenures en domaines congeables, il y sera statué ci-après

A R T. V I I I.

» Les droits de meilleur cattel ou main-morte de tailles à volonté, de taille ou d'indite aux quatre cas, de cas impériaux & d'aides seigneuriales, sont supprimés sans indemnité.

A R T. I X.

» Tous droits sous la dénomination de feux allumans, feux morts, fumées, monéages, bourgeoisies, conges, chiénage, gîte aux chiens, ou autres quelconques qui sont perçus par les seigneurs sur les personnes, sur les bestiaux, ou à cause de la résidence, sans qu'il soit

justifié qu'ils sont dûs, soit par les fonds invariablement ; soit pour raison de concession d'usage ou autres, sont abolis sans indemnité.

ART. X.

» Sont pareillement abolis, sans indemnité, les droits de guet & de garde, ainsi que les rentes ou redevances qui en sont représentatives, quoiqu'affectées sur des fonds, s'il n'est pas prouvé que ces fonds ont été concédés pour cause de ces rentes ou redevances ; les droits de pulvérisage levés sur les troupeaux passants dans les chemins publics & seigneuries ; les droits qui, sous la dénomination de banvin, vête du vin, étanche, ou autres quelconques, qui emportoient pour un seigneur la faculté de vendre seul, & exclusivement, aux habitans de sa seigneurie, pendant un certain temps de l'année, les boissons, ou autres denrées quelconques provenant de son cru ».

ART. XI.

» Les droits connus en Auvergne ou autres provinces, sous le nom de *cens en commande* ; en Flandre, en Artois & en Cambresis, sous celui de *gave*, *gavanne* ou *gaule* ; en Hainaut, sous celui de *pousoin* ; en Lorraine, sous celui de *saufement* ou *saufegarde* ; en Alsace, sous celui d'*Avouzie*, & généralement tous droits qui se payoient ci-devant en quelques lieux du royaume, & sous quelque dénomination que ce fût, en reconnaissance & pour prix de la protection des seigneurs, sont abolis sans indemnité, sans préjudice des droits, qui, quoique perçus sous les mêmes dénominations, seroient justifiés avoir pour cause des concessions de fonds ».

ART. XII.

» Les droits sur les achats, ventes, importations & exportations des biens-meubles, des denrées & des marchandises, tels que les droits de cinquantième, centième ou

autres deniers du prix des meubles ou bestiaux vendus, lods & ventes, treizième & autres droits semblables sur les vaisseaux, sur les bois & arbres, futaie, têtars & fruitiers coupés & vendus, sur les matériaux des bâtimens, les droits d'achats & de ventes des comestibles, les droits de laines & de peaux, les droits de poisson, les droits de bouteillage, d'ongle ou d'abney, les droits de vin & de bière, les droits de saumons, les impôts & billons, les droits de moulins & de mouture, sont abolis sans indemnité, & sans exception, quant à présent, sur les droits de péage & de transit & de certains deniers.

Tous droits & perceptions de titre de permissions données par le seigneur de faire les choses ou d'exercer des professions, arts ou commerce, qui, par le droit naturel ou commun, sont libres à tout le monde, sont supprimés sans indemnité.

ART. X I V.

Toutes les banalités de fours, moulins, pressoirs, boucheries, de taureau, verrat, forge, & autres; ensemble le droit de verte-moure, de van, de chaffe-manée ou de quête-moure, soit qu'elles soient fondées sur la coutume, ou sur un titre, ou acquises par prescription, sont abolies & supprimées sans indemnité, sous les seules exceptions ci-après.

Sont exceptées des suppressions ci-dessus; & seront rachetables 1°. les banalités qui seront prouvées avoir été établies par une convention souscrite entre une communauté & un particulier non seigneur;

2°. Les banalités qui seront prouvées avoir été établies par une convention souscrite entre une communauté d'habitans & le seigneur, pour l'intérêt & l'avantage desdits habitans, & par laquelle le seigneur ne se fera pas seule-

ment obligé à bâtir & entretenir l'usine ou autres objets qui font la matière de la banalité ;

3°. Celles qui seront prouvées avoir eu pour cause une concession faite par le seigneur à la communauté des habitants, du droit d'usage dans les bois ou prés, ou de communes en propriétés.»

On souscrit, à Paris, chez C USSAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

A PR
difficulté
l'excepte

Le c
qu'une r
Merlin
propos

1°. L
seront p
scrite e
& port
bannali
tenir pe
nécessair

2°. C
concessi
tans du
munes

Cette
succès.
été don

Tome